

La rentrée 1998 dans l'enseignement supérieur

Avec près de 1 750 000 inscrits, la diminution des effectifs dans les quatre grandes filières de l'enseignement supérieur (université, IUT, CPGE, STS) se poursuit pour la troisième année consécutive.

La rentrée 1998 est marquée cependant par une hausse de 1,1 % des flux d'entrée dans ces filières.

La progression est toutefois inférieure à celle qu'on pouvait attendre, compte tenu de la croissance du nombre de bacheliers à la session 1998.

La diminution des taux d'accueil des nouveaux bacheliers dans les quatre grandes filières du supérieur – observée depuis 1996 – se poursuit ainsi en 1998.

À la rentrée 1998, près de 1 750 000 étudiants se sont inscrits dans les quatre grandes filières de l'enseignement supérieur (universités, instituts universitaires de technologie, classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs), soit environ 14 000 étudiants de moins qu'à la rentrée 1997. Cette estimation¹, qui porte sur environ 83 % de la population étudiante, s'appuie sur un décompte partiel et provisoire des nouvelles inscriptions, et sur le prolongement des comportements observés antérieurement aux étapes successives des parcours d'études (voir encadré p.5).

En dépit d'une évolution démographique devenue plus favorable, la réduction du nombre d'étudiants amorcée à la rentrée 1996 se poursuit. Alors que la baisse ne concernait jusqu'ici que l'université, elle

touche, à la rentrée 1998, les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

UNE HAUSSE DU NOMBRE DES ADMIS AU BACCALAURÉAT

Avec l'arrivée, à l'âge du baccalauréat, de générations plus nombreuses nées au début des années 80, et compte tenu du très bon taux de réussite des candidats, plus de 13 000 lauréats supplémentaires des séries générales et technologiques ont été recensés à la session 1998 (tableau I).

1. Le bilan complet des effectifs de l'enseignement supérieur ne pourra être fait que lorsque les données relatives aux autres établissements (écoles paramédicales et sociales, écoles de commerce, écoles supérieures artistiques et culturelles, établissements universitaires privés, etc.) seront disponibles.

TABLEAU I – Effectifs totaux de nouveaux bacheliers
France sans TOM

Bacheliers	1990	1995	1997	1998 Estimation (octobre)	Variation 1998/1997	
					Valeur absolue	%
Bacheliers généraux	250 864	287 046	268 868	274 100	5 232	1,9
dont séries : L	65 066	71 460	69 939	68 600	- 1 339	- 1,9
ES	60 911	76 555	73 982	74 600	618	0,8
S	124 887	139 031	124 947	130 900	5 953	4,8
Bacheliers technologiques	115 808	138 267	136 204	144 300	8 096	5,9
dont séries : STI	27 503	35 217	34 240	34 600	360	1,1
STT	72 994	78 896	72 322	76 850	4 528	6,3
autres	15 311	24 154	29 642	32 850	3 208	10,8
Bach. gén. + techno.	366 672	425 313	405 072	418 400	13 328	3,3
Bacheliers professionnels	24 602	65 741	76 726	76 900	174	0,2
Ensemble	391 274	491 054	481 798	495 300	13 502	2,8

Cette augmentation concerne surtout les bacheliers technologiques (+ 8 000), essentiellement dans les séries tertiaires. Parmi les bacheliers généraux, la série scientifique connaît une forte progression (+ 6 000 lauréats), après trois années d'importants replis. En revanche, le nombre de bacheliers littéraires recule (- 1 300), en raison de la diminution du nombre de candidats dans ces séries, et en dépit d'une forte progression de leur taux de réussite.

Au total, l'augmentation de plus de 3 % du nombre de bacheliers généraux et technologiques ne se répercute que partiellement sur les flux d'entrée dans les principales filières de l'enseignement supérieur : leur progression ne devrait pas dépasser 1,1 %, soit environ 5 000 entrées supplémentaires.

UN CHOIX PLUS POSITIF DE LA FILIÈRE UNIVERSITAIRE...

Les nouvelles inscriptions dans le premier cycle universitaire – en recul ces deux dernières années – repartent à la hausse, même si cette croissance est un peu inférieure à la moyenne (+ 0,9 %) (tableau II). Ce relatif regain d'intérêt en faveur de la filière universitaire semble confirmé par les déclarations des nouveaux bacheliers inscrits en première année de DEUG, interrogés dans le cadre du sondage de rentrée. 69 % d'entre eux ont ainsi fait le choix délibéré de la filière universitaire, puisqu'ils déclarent ne pas avoir posé leur candidature pour une classe préparatoire, un IUT, une STS ou une autre école (deux points de plus qu'en 1997).

Sondage de rentrée auprès des nouveaux bacheliers entrés en DEUG à la rentrée 1998

Depuis 1993, à l'occasion de la rentrée universitaire, le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie fait réaliser une enquête auprès des étudiants inscrits pour la première fois en première année de DEUG. L'enquête 1998 a été effectuée au cours de la première semaine de novembre auprès d'un échantillon de 989 étudiants qui avaient tous obtenu leur baccalauréat à la session 1998.

La réalisation de l'enquête 1998 a été l'occasion de mesurer l'état de l'information et de l'opinion des nouveaux étudiants sur la nouvelle organisation des premiers cycles. Les résultats montrent que, lors de leur entrée à l'université, ils ont dans l'ensemble été bien informés : 80 % d'entre eux ont ainsi eu des précisions sur les conditions de passage en deuxième année, 70 % sur le mode de contrôle des connaissances, et 69 % sur les possibilités de réorientation au deuxième semestre. Sur le tutorat, par contre, près de la moitié des nouveaux inscrits disent ne pas avoir reçu d'informations, à l'exception de ceux qui sont inscrits dans les disci-

plines scientifiques, où plus des deux tiers déclarent en avoir eu.

Ces nouvelles mesures, quand elles sont connues, sont plutôt appréciées. 71 % pensent ainsi que la mise en place des nouvelles conditions de passage en deuxième année constitue une très bonne ou assez bonne mesure, c'est le cas de 81 % d'entre eux en ce qui concerne la réorientation au deuxième semestre et de 91 % des étudiants pour le tutorat.

En revanche, à la question de savoir si, personnellement, ils ont l'intention d'utiliser l'aide du tutorat, 32 % seulement des nouveaux bacheliers répondent positivement, 40 % ne l'excluant pas. Paradoxalement, les étudiants arrivés au bac sans redoubler sont sensiblement plus nombreux à l'envisager que ceux arrivés « en retard » (76 % contre 67 %). Quant aux possibilités de réorientation au deuxième semestre, seuls 5 % ont l'intention de les utiliser, 23 % le feront peut-être, 71 % étant d'ores et déjà décidés à ne pas en faire usage.

S'ils ont fait ce choix c'est, dans 70 % des cas, parce qu'ils « *voulaient aller à l'université* » (soit une hausse de quatre points en un an).

Les nouveaux étudiants de DEUG ont de plus en plus souvent choisi leur filière « *par plaisir* » : c'est en effet la raison donnée à leur inscription par 58 % d'entre eux, contre 52 % en 1997 et 45 % en 1996 ; elle est citée par près des trois quarts des

inscrits en lettres, langues, sciences humaines, médecine et même plus de neuf inscrits sur dix en STAPS. À l'inverse, la part des nouveaux étudiants qui considèrent que leur orientation se situe « *dans la suite logique de leur bac* » – raison qui s'apparente plus à un choix subi qu'à un choix réellement délibéré – diminue de quatre points.

Cette motivation plus forte en faveur des études à l'université se confirme lorsque l'on demande aux nouveaux bacheliers quelle filière aurait leur préférence si, avec un DUT ou un BTS, on pouvait accéder automatiquement en licence à l'université : 63 % suivraient quand même le DEUG dans lequel ils sont inscrits et cela essentiellement en raison de l'intérêt des études (soit une hausse de trois points par rapport à 1997).

... MAIS UNE ÉVOLUTION INÉGALE SELON LES FILIÈRES

La baisse du nombre de bacheliers littéraires se répercute sur les flux d'entrée en droit où le nombre des nouveaux inscrits

TABLEAU II – Les flux d'entrée en première année dans les principales filières de l'enseignement supérieur France sans TOM

Principales filières de l'enseignement supérieur	1990-91	1995-96	1997-98	1998-99 Estimation (octobre 1998)	Variation 1998/1997	
					Valeur absolue	%
Université (hors IUT)	228 379	278 447	248 634	250 900	2 266	0,9
– Droit	35 480	40 955	35 196	35 000	- 196	- 0,6
– Sciences économiques, AES	34 610	32 763	29 349	29 450	101	0,3
– Lettres, sciences humaines	85 163	111 717	102 011	101 000	- 1 011	- 1,0
– Sciences	54 398	63 410	51 230	51 600	370	0,7
– STAPS	1 960	6 046	10 021	11 800	1 779	17,8
– Santé	16 768	23 556	20 827	22 050	1 223	5,9
IUT	33 607	42 350	45 021	47 550	2 529	5,6
Total Université	261 986	320 797	293 655	298 450	4 795	1,6
CPGE	34 950	38 482	36 566	36 000	- 566	- 1,5
STS	104 359	110 972	115 000	115 800	800	0,7
Ensemble	401 295	470 251	445 221	450 250	5 029	1,1

diminue de 0,6 %, mais surtout en lettres et en sciences humaines, où il recule de 1 %. Cette baisse reflète sans doute également le pessimisme persistant observé chez les nouveaux étudiants des filières littéraires sur les débouchés qu'elles offrent.

La stabilité des entrées en sciences économiques et AES traduit la stabilité du nombre de bacheliers de la série ES.

À l'opposé, les STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) poursuivent leur croissance spectaculaire (+ 17,8 %). Les flux d'entrée en sciences, qui avaient enregistré une baisse sensible au cours des deux précédentes rentrées, augmentent également (+ 0,7 %) ; c'est d'ailleurs dans les spécialités scientifiques que l'évolution de la motivation des nouveaux inscrits en faveur des études à l'université est la plus positive. Mais cette progression est loin d'absorber le flux de bacheliers scientifiques ; les filières de santé, qui connaissent un nouveau regain d'intérêt (+ 5,9 %), paraissent en avoir davantage bénéficié.

UNE FORTE CROISSANCE DES IUT, MAIS UN REPLI À L'ENTRÉE DES CLASSES PRÉPARATOIRES

La hausse du nombre des bacheliers scientifiques ne s'est pas traduite par une affluence en classes préparatoires, au contraire, puisque c'est là que la baisse des entrées est la plus importante (- 1,5 %). Cette évolution est à mettre en regard de la baisse assez sensible de la part des nouveaux étudiants de DEUG qui déclarent avoir déposé un dossier pour entrer en classe préparatoire (6 % au lieu de 9 %). Peut-être peut-on trouver un élément d'explication à cette évolution dans le rejet croissant de l'état d'esprit des filières sélectives exprimé par 29 % des bacheliers (et 32 % des bacheliers S) n'ayant pas déposé de dossier (treize points de plus en deux ans).

Les IUT, par contre, paraissent avoir largement bénéficié de la progression du nombre des bacheliers scientifiques : après avoir marqué le pas en 1997, ils retrouvent la croissance très soutenue constatée en 1996 (+ 5,6 %). Cette plus grande propension des bacheliers à s'orienter vers un IUT trouve un écho dans les motivations exprimées par les nouveaux inscrits en DEUG qui avaient déposé au moins un dossier à

l'entrée d'une filière sélective. Si les débouchés qu'elles offrent pèsent de plus en plus lourd (57 % des réponses au lieu de 45 % en 1996), la volonté de ne pas aller à l'université joue également un rôle croissant puisqu'elle est partagée par 32 % d'entre eux (soit une hausse de dix points en deux ans) et 43 % des bacheliers S. Les bacheliers qui souhaitent éviter l'université semblent avoir opté plutôt pour un IUT que pour une classe préparatoire.

En revanche, le développement important du nombre de bacheliers technologiques n'a pas eu l'impact attendu sur les entrées en STS, qui ne progressent que modérément (+ 0,7 %).

UNE BAISSÉ DU TAUX D'ACCUEIL DES NOUVEAUX BACHELIERS QUI SE PROLONGE

Si les lauréats de 1998 avaient eu des comportements à l'entrée du supérieur identiques à ceux observés en 1997, près de 11 000 inscriptions supplémentaires auraient dû être enregistrées en première année des quatre grandes filières du supérieur. Or, l'augmentation n'est que de 5 000, soit une baisse de plus de un point du taux d'accueil dans ces formations. La moindre propension de nouveaux bacheliers à poursuivre immédiatement des études dans les principales filières – mise en évidence depuis la rentrée 1996 – semble donc se prolonger à la rentrée 1998. Ce repli devrait affecter toutes les séries du baccalauréat puisque les filières les plus touchées (STS et CPGE) ont des recrutements très différents.

La relative désaffection des nouveaux bacheliers à l'égard des STS et surtout des CPGE s'inscrit en rupture avec la tendance récente et constitue l'un des faits

marquants de la rentrée 1998. Au total, les baisses des poursuites d'études dans ces formations ainsi qu'à l'université (en lettres, droit et économie) ne sont pas compensées par la hausse de l'accueil en IUT et dans les formations de santé. Il convient cependant d'attendre les données relatives aux autres établissements du supérieur (écoles paramédicales et sociales, écoles de commerce, écoles supérieures artistiques et culturelles, établissements universitaires privés, etc.) pour se prononcer avec certitude sur cette tendance.

UNE DIMINUTION GLOBALE DES EFFECTIFS DE 0,8 %

Sans doute temporaire, le léger redressement des flux d'entrée en 1998 entraîne, après deux années de fléchissement, un ralentissement de la baisse des effectifs dans les principales filières de l'enseignement supérieur (- 0,8 % contre - 1,2 % en 1997) (*tableau III*).

La petite reprise démographique du début des années 80 a pour effet d'atténuer le recul des inscriptions dans le premier cycle universitaire, tandis que l'importante diminution des entrées, constatée à la rentrée 1996, commence à affecter le deuxième cycle.

La progression des effectifs devrait se poursuivre en IUT (+ 3,3 %) et dans une moindre mesure en STS (+ 0,9 % estimée sur l'ensemble des STS et seulement + 0,3 % enregistrée dans les établissements publics relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie). La baisse des nouvelles inscriptions en CPGE devrait expliquer en partie le recul important des effectifs dans ces formations (- 2,4 %) : ce repli est, notamment, observé dans les lycées publics relevant du MENRT.

TABLEAU III – Les effectifs des principales filières de l'enseignement supérieur France sans TOM

	1990-91	1995-96	1997-98	1998-99 Estimation (octobre 1998)	Variation 1998/1997 (estimation octobre 1998)	
					VA	%
Ensemble Université (hors IUT et IUFM)	1 108 456	1 382 509	1 331 182	1 313 200	- 17 982	- 1,4
IUT	74 328	103 092	112 857	116 550	3 693	3,3
CPGE	67 600	76 417	79 439	77 500	- 1 939	- 2,4
STS	201 834	230 297	238 988	241 050	2 062	0,9
Ensemble des principales filières	1 452 218	1 792 315	1 762 466	1 748 300	- 14 166	- 0,8
Total des étudiants du supérieur	1 714 000	2 170 000	2 132 500			

TABLEAU IV – Évolution des premières inscriptions en première année de premier cycle (octobre 1998)

Académies	Université			IUT		
	1997	1998	Évolution (%)	1997	1998	Évolution (%)
Aix-Marseille	12 771	12 734	- 0,3	1 536	1 651	7,5
Amiens	4 105	4 382	6,7	990	958	- 3,2
Besançon	3 626	3 771	4,0	1 197	1 230	2,8
Bordeaux	11 525	11 859	2,9	1 543	1 622	5,1
Caen	4 452	4 642	4,3	1 004	1 057	5,3
Clermont-Ferrand *	4 912	4 746	- 3,4	1 019	1 076	5,6
Corse	497	526	5,8	94	92	- 2,1
Créteil *	11 875	11 936	0,5	2 803	2 853	1,8
Dijon	4 820	4 890	1,5	1 010	1 094	8,3
Grenoble *	9 799	9 397	- 4,1	2 743	2 933	6,9
Lille	17 186	17 199	0,1	3 144	3 093	- 1,6
Limoges	2 354	2 439	3,6	700	759	8,4
Lyon	13 896	14 643	5,4	2 584	2 897	12,1
Montpellier *	10 085	10 480	3,9	1 574	1 616	2,7
Nancy-Metz	8 365	8 455	1,1	2 344	2 466	5,2
Nantes	11 889	11 699	- 1,6	2 214	2 385	7,7
Nice	6 323	6 623	4,7	1 426	1 692	18,7
Orléans-Tours	7 840	7 538	- 3,9	1 882	2 011	6,9
Paris *	27 740	26 447	- 4,7	797	806	1,1
Poitiers	5 143	5 447	5,9	1 343	1 368	1,9
Reims	4 500	4 452	- 1,1	1 312	1 429	8,9
Rennes	11 318	12 242	8,2	2 954	3 043	3,0
Rouen	5 970	5 715	- 4,3	1 582	1 607	1,6
Strasbourg	7 240	7 234	- 0,1	1 565	1 567	0,1
Toulouse	11 143	11 035	- 1,0	2 256	2 416	7,1
Versailles	14 054	13 670	- 2,7	3 176	3 506	10,4

* Les évolutions des effectifs universitaires (hors IUT) de ces académies sont à considérer avec prudence, des universités ayant modifié leur calendrier d'inscription par rapport à 1997.

TABLEAU V – Évolution des inscriptions en première année en CPGE et STS (Public – MEN) *

Académies	CPGE			STS		
	1997	1998	Évolution (%)	1997	1998	Évolution (%)
Aix-Marseille	1 145	1 145	0,0	3 006	3 098	3,1
Amiens	577	552	- 4,3	2 978	2 935	- 1,4
Besançon	396	401	1,3	1 762	1 772	0,6
Bordeaux	1 328	1 321	- 0,5	3 491	3 633	4,1
Caen	535	521	- 2,6	1 565	1 587	1,4
Clermont-Ferrand	582	560	- 3,8	1 590	1 648	3,6
Corse	30	41	36,7	250	267	6,8
Créteil	1 372	1 219	- 11,2	5 083	4 970	- 2,2
Dijon	713	688	- 3,5	2 010	2 030	1,0
Grenoble	1 170	1 164	- 0,5	3 285	3 319	1,0
Lille	1 850	1 744	- 5,7	7 378	7 380	0,0
Limoges	265	254	- 4,2	1 008	1 035	2,7
Lyon	1 899	1 856	- 2,3	3 244	3 208	- 1,1
Montpellier	871	919	5,5	2 359	2 362	0,1
Nancy-Metz	1 045	1 061	1,5	3 244	3 217	- 0,8
Nantes	1 149	1 051	- 8,5	3 179	3 437	8,1
Nice	960	1 008	5,0	1 817	1 836	1,0
Orléans-Tours	1 083	1 099	1,5	3 149	3 070	- 2,5
Paris	5 541	5 636	1,7	4 894	4 846	- 1,0
Poitiers	607	594	- 2,1	2 060	2 042	- 0,9
Reims	617	677	9,7	1 878	1 903	1,3
Rennes	1 412	1 395	- 1,2	3 079	3 073	- 0,2
Rouen	686	653	- 4,8	2 089	2 071	- 0,9
Strasbourg	1 044	986	- 5,6	2 713	2 650	- 2,3
Toulouse	1 337	1 295	- 3,1	3 099	3 131	1,0
Versailles	2 539	2 410	- 5,1	5 466	5 552	1,6

* Remontée d'octobre 1998

DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES ACADÉMIES

Selon les académies, les évolutions des flux d'entrée à l'université sont très diversifiées (tableau IV). Sur les vingt-six académies métropolitaines, sept enregistrent une hausse supérieure à 4 %, Rennes (+ 8,2 %) et Lyon (+ 5,4 %) étant les plus importantes numériquement. La progression est inférieure à 4 % dans huit autres académies et dans les onze dernières académies les effectifs diminuent. La dispersion est encore plus forte en IUT. Les variations du nombre d'étudiants nouvellement accueillis vont de - 3,2 % (Amiens) à + 18,7 % (Nice) : elles sont inférieures à 2 % dans huit académies, comprise entre 2 et 7 % dans neuf autres et supérieure à 7 % dans les neuf restantes.

L'évolution des inscriptions en première année de STS est plus homogène (tableau V), leurs fluctuations sont comprises entre - 2,5 % (Orléans-Tours) et + 8,1 % (Nantes) : cinq académies enregistrent une baisse de plus de 1 % et neuf une augmentation supérieure à 1 %. Les onze académies restantes présentent une relative stabilité. Les écarts en CPGE sont plus importants : mise à part la Corse, où l'effectif est peu élevé, ils s'échelonnent de - 11,2 % (Créteil) à + 9,7 % (Reims). Sept académies seulement connaissent une progression.

Globalement, c'est dans l'académie de Nice qu'est observé le plus grand dynamisme à l'entrée des quatre grandes filières du supérieur. L'académie de Reims connaît un bon développement de son enseignement à caractère sélectif (CPGE, IUT et STS). Les nouveaux étudiants des académies d'Aix-Marseille, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Limoges, Nantes et Versailles semblent être plus particulièrement attirés par les formations courtes (IUT et STS). À l'opposé, les progressions dans les trois filières sélectives se situent en dessous des moyennes nationales à Amiens, Créteil, Poitiers, Rouen et Strasbourg. Si les académies d'Amiens et de Poitiers enregistrent en parallèle un bon renouvellement de leur population universitaire (respectivement + 6,7 % et + 5,9 %), l'académie de Rouen accuse également un repli de ses effectifs à l'université (- 4,3 %).

Christine Couet et Sylvie Lemaire,
DPD C2

Rentrée 1998 : résultats provisoires et sources

Cette estimation de la rentrée 1998 dans les quatre grandes filières du supérieur (en France métropolitaine + DOM) est une première synthèse des informations provenant de sources provisoires ou partielles.

L'évolution des flux d'entrée à l'université (y compris IUT) se fonde sur la comparaison des premières inscriptions en première année de premier cycle observées les 22 octobre 1997 et 21 octobre 1998 (enquête n° 20). Toutefois, si les dates d'observation sont identiques, le calendrier d'inscription de certains établissements peut avoir été modifié d'une année à l'autre, rendant les comparaisons difficiles : ce peut être, par exemple, le recul de la date des inscriptions cumulatives en DEUG de sciences des étudiants en CPGE. C'est pourquoi l'évolution nationale a été calculée en excluant sept établissements : Paris VI, Grenoble I, Paris X, Clermont II, l'IEP de Paris, Marne-la-Vallée et

Perpignan. Une fois exclus ces établissements, c'est 93 % du champ de l'enquête qui est couvert.

L'évolution des nouvelles inscriptions en STS et CPGE repose en grande partie sur la comparaison de leurs effectifs en première année observés les 17 septembre 1997 et 1998 dans les établissements publics relevant du MENRT, soit, respectivement, 64 et 83 % des entrées en STS et CPGE tous ministères confondus. Cette source fournit également les effectifs totaux des STS et CPGE publics du MENRT.

Enfin, les flux d'entrée et les effectifs des STS et CPGE « autres que publics MENRT » ainsi que les effectifs globaux à l'université et en IUT sont estimés en prolongeant les comportements observés antérieurement en matière de passage, redoublement et abandon.